

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.387
10 février 1987

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 10 février 1987, à 10 h 30

Président : M. FAN Guoxiang (Chine)

Le PRESIDENT (traduit du chinois) : Je déclare ouverte la 387ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence entendra des déclarations en séance plénière et examinera la question de la création d'organes subsidiaires au titre de points figurant à l'ordre du jour ainsi que d'autres questions d'organisation. Toutefois, en application de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le désirent peuvent soulever toute question concernant les travaux de la Conférence.

Conformément à la décision prise à notre dernière séance plénière, je me propose de convoquer, immédiatement après que nous aurons entendu les orateurs inscrits sur la liste d'aujourd'hui, une réunion officieuse afin d'examiner le rétablissement du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, et du Comité spécial des armes radiologiques. Nous examinerons ensuite les demandes émanant d'Etats non membres qui souhaitent participer aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Argentine, du Japon, de la Bulgarie et du Pérou. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Campora.

M. CAMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : D'emblée, je tiens à déclarer, Monsieur le Président, que la délégation argentine a la plus grande confiance dans la compétence qui est la vôtre pour exercer les fonctions de haute responsabilité qu'implique la présidence de la Conférence du désarmement au cours du premier mois de sa session annuelle. Conformément à son règlement, la Conférence se voit chaque année dans l'obligation de créer des organes subsidiaires et de leur confier un mandat, ce qui exige du Président un grand talent diplomatique que vous possédez, heureusement, à un degré remarquable, afin de lui donner l'élan initial nécessaire pour engager les négociations sur le désarmement qui sont la raison d'être de cet organe. Aussi ne doutons-nous pas qu'au terme de votre mandat de Président, vous aurez apporté aux travaux de la Conférence du désarmement une contribution positive. Nous vous en félicitons chaleureusement à l'avance et vous assurons de notre entière coopération. Je voudrais aussi exprimer par votre intermédiaire à l'Ambassadeur Beesley, du Canada, la gratitude de la délégation argentine pour le tact diplomatique et le sens politique aigu avec lesquels, dans l'exercice de ces mêmes fonctions, il a mené à bonne fin les travaux de la Conférence du désarmement au mois d'août dernier. C'est avec une grande tristesse que je dois m'acquitter du pénible devoir de transmettre à la délégation des Etats-Unis d'Amérique, au nom de la délégation argentine, mes très sincères condoléances à l'occasion de la disparition prématurée de l'Ambassadeur Lowitz, dont nous avons pu apprécier les qualités morales et le talent politique dans l'exercice des fonctions qu'il exerçait au service de

(M. Cámpora, Argentine)

son pays. Ma délégation souhaite chaleureusement la bienvenue aux nouveaux membres de la Conférence du désarmement : MM. les Ambassadeurs Kemal Hacene, de l'Algérie, Rubens Barbosa, du Brésil, Pierre Morel, de la France, Aldo Pugliese, de l'Italie, Chusei Yamada, du Japon, Gheorghe Dolgu, de la Roumanie, Marko Kosin, de la Yougoslavie, et Youri Nazarkine, de l'Union soviétique.

On ne saurait rappeler trop souvent la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, au cours de laquelle a été mise sur pied d'un commun accord une stratégie internationale pour affronter résolument les graves problèmes qui se posaient dans ce domaine. C'est là qu'a notamment été décidée la stratégie à adopter pour réaliser le désarmement nucléaire et faire face aux risques croissants de guerre nucléaire, et qu'ont été établis des mécanismes de désarmement, avec la création d'un organe délibérant, la Commission du désarmement des Nations Unies, et d'un organe de négociation, la Conférence du désarmement.

Le Document final adopté par consensus à cette occasion fixait le cadre adéquat pour engager le processus de désarmement. Dès lors, il fallait traduire en termes concrets les dispositions de ce Document et poursuivre sur la voie qui conduirait à la conclusion d'accords internationaux ayant force obligatoire et efficaces en matière de désarmement.

Il est regrettable qu'aucun résultat tangible n'ait été obtenu dans l'intervalle de quatre ans qui s'est écoulé entre la première et la deuxième sessions extraordinaires. En outre, s'il fallait faire le bilan de la deuxième session extraordinaire, il apparaîtrait qu'on n'a pu y décider une seule mesure, si modeste fût-elle, tendant à maîtriser le risque de guerre nucléaire. Pourtant, à cette occasion, on a observé de façon très claire que la principale préoccupation de l'humanité était la menace d'anéantissement.

Au début de la neuvième session de la Conférence du désarmement qui s'ouvre ce mois, il convient de se demander quels sont les résultats obtenus jusqu'à présent. Cette analyse rétrospective aboutit à une conclusion indiscutable : les actions entreprises n'apportent pas de solution aux problèmes prioritaires du désarmement, ni aux exigences toujours plus pressantes qu'engendre la course aux armements nucléaires et spatiaux. En outre, il apparaît à l'évidence que, pour les deux alliances militaires, la recherche de la supériorité militaire, qui va de pair avec l'accumulation des armements, est plus importante que la recherche de la sécurité internationale dans le cadre du processus de désarmement.

Dans l'état où il se trouve actuellement, le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement est principalement influencé par le fait que certaines puissances et leurs alliés estiment que les négociations sur le désarmement, et en particulier sur le désarmement nucléaire, doivent se limiter à un cadre exclusivement bilatéral. Ce n'est là qu'un des symptômes d'une attitude totalitaire qui semble se fonder sur l'idée absolument

(M. Cámpora, Argentine)

inacceptable que la force des armes nucléaires leur donne le droit absolu et exclusif de déterminer comment, quand, où et de quelle façon doivent se dérouler les négociations sur cette question. Il est opportun de souligner à nouveau dans ce forum qu'aucun pays n'est disposé à renoncer à son droit d'intervenir dans un processus de négociation qui intéresse sa propre survie.

En écartant les questions urgentes et prioritaires en matière de désarmement, telles qu'elles ont été définies et fixées dans le Document final, la Conférence du désarmement a, semble-t-il, perdu peu à peu sa vision de la gravité et de l'urgence de la situation à laquelle elle est confrontée. Si cette tendance se poursuit, il est à craindre que le processus multilatéral perde entièrement sa crédibilité. Cet état de choses, qui n'a certainement pas été créé par le Groupe des 21, démontre la nécessité de donner à cet unique forum de négociation dans le domaine du désarmement une nouvelle impulsion pour renforcer sa détermination et lui faire prendre conscience de l'urgence de ses travaux. A cet effet, il faut, entre autres, que nous mesurions soigneusement nos efforts et que nous concentrons notre attention sur les questions qui, par leurs conséquences, présentent le plus d'importance et méritent la plus haute priorité.

A la veille de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, la Conférence peut encore imprimer à ses travaux un élan qui permette d'obtenir les résultats concrets que réclame la communauté internationale. En tant que premier pas, il suffirait de remplir le mandat qui nous a été confié par le paragraphe 120 du Document final et de laisser à l'organe compétent la tâche de délibérer qui, si importante soit-elle, n'a guère d'efficacité dans un forum tel que le nôtre.

Il faudrait également arrêter une méthode préliminaire afin d'assurer la complémentarité des efforts bilatéraux et multilatéraux de désarmement.

Ainsi que plusieurs de mes distingués collègues l'ont souligné maintes fois dans cette salle du Conseil, la situation à laquelle nous sommes actuellement confrontés est extrêmement critique pour cet organe multilatéral si une négociation n'est pas engagée sur les principales questions inscrites à son ordre du jour. Des questions telles que la négociation d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires, la cessation de la course aux armements nucléaires, les mesures visant à prévenir la guerre nucléaire, la nécessité de prévenir une course aux armements dans l'espace et l'adoption d'un Programme global de désarmement ne souffrent aucun délai. De même, il n'est pas acceptable que l'évolution des travaux dépende d'un facteur aussi aléatoire que les relations entre les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés. La Conférence du désarmement ne devrait pas limiter ses travaux à la négociation de questions qui, à notre avis, ne présentent pas une priorité suffisante, telle que celle, entre autres, que l'on désigne globalement sous le nom d'armes radiologiques.

(M. Cámpora, Argentine)

Nous reconnaissons qu'en soi la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires n'entraînerait pas la réduction des arsenaux existants d'armes nucléaires, ni la limitation de la prolifération géographique des armes nucléaires dans toutes les régions, notamment sur les mers et les océans. Néanmoins, nous estimons que cette mesure contribuerait à arrêter le perfectionnement de ces armes et permettrait en même temps d'envisager la cessation de leur fabrication et de leur mise en place dans le monde entier.

L'ouverture de ces négociations renforcerait la confiance, tendant ainsi à réduire les risques de guerre nucléaire, contribuerait à l'adoption de mesures supplémentaires pour l'empêcher d'éclater et permettrait le fonctionnement adéquat des centres multilatéraux de contrôle des crises qu'il est urgent d'établir, selon nous.

De même, les divers aspects des problèmes afférents aux questions spatiales doivent faire l'objet d'un examen. Si cette Conférence ne réagit pas avec la fermeté et la détermination nécessaires pour traiter de cette question - tant du point de vue des intérêts des puissances spatiales que de celui des Etats non alignés - l'évolution continuera de s'accélérer dans ce domaine pour déboucher sur une autre course aux armements ruineuse, qui accroîtra les risques de guerre nucléaire.

Cette logique, qui suggère une approche cohérente du désarmement, me ramène à mon point de départ : le Document final. En effet, la stratégie esquissée dans la Grande Charte du désarmement a pour but ultime le désarmement général et complet et, à cet effet, il est demandé au paragraphe 109 à l'organe qui était alors le Comité du désarmement de se consacrer "à l'élaboration d'un programme global de désarmement, comprenant toutes les mesures jugées souhaitables pour permettre la réalisation de l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace dans un monde où règnent la paix et la sécurité internationales et où le nouvel ordre économique international s'affermir et se consolide". Dans ce contexte, il apparaît clairement qu'il est indispensable de fixer des délais pour l'accomplissement du Programme et pour chaque étape de son exécution. Et dans le même ordre d'idées, en ce qui concerne les armes nucléaires et spatiales, le Programme global de désarmement ne peut ni signifier ni impliquer un recul, aussi minime soit-il, par rapport au Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, en particulier pour ce qui est du paragraphe 51.

Pour mon pays, le désarmement n'est pas une question parmi d'autres, mais une question qui retient l'attention du gouvernement au plus haut niveau. La présence active du Président de la nation argentine dans le cadre de l'initiative du Groupe des Six et sa participation à la huitième réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement du mouvement des pays non alignés démontrent notre préoccupation et notre décision d'aborder cette question avec l'urgence et le sérieux qu'elle mérite.

(M. Cámpora, Argentine)

A ce propos, permettez-moi de conclure mon intervention de ce jour en reprenant quelques-unes des idées exposées par le Président Alfonsín dans le message qu'il a adressé à la Conférence du désarmement en 1985. A cette occasion, le Président s'est exprimé ainsi :

"Le gouvernement que je préside tient davantage à illustrer son action politique par des actes qui confirment ses intentions que par des mots. Cela s'applique aussi bien à notre conduite dans les affaires intérieures qu'en politique extérieure. Autrement dit, tout simplement, nous nous proposons de prêcher par l'exemple plutôt que par la parole.

Nos actes de gouvernement sont une source de paix et de coopération internationale parce que nous ne croyons pas, ni n'acceptons, que la menace ou l'emploi de la force soient un instrument de politique. Cette attitude ne signifie nullement que nous renonçons à des principes ni que nous sommes moins déterminés à protéger des intérêts nationaux légitimes. Notre position est, avant tout, l'expression d'une foi obstinée en la capacité de l'homme de régler les différends par des moyens pacifiques, le dialogue et la négociation, car on ne perd rien avec la paix, alors que l'on peut tout perdre avec la guerre et la violence."

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Argentine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, l'Ambassadeur Yamada.

M. YAMADA (Japon) (traduit de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence pour cet important mois d'ouverture de la Conférence. Sous votre direction éclairée, notre entreprise sera sans doute fructueuse. Je voudrais aussi vous remercier, ainsi que les autres représentants pour les paroles aimables de bienvenue qui m'ont été adressées. C'est avec tristesse que je présente, à Mme Shana Lowitz et à la délégation des Etats-Unis, mes condoléances sincères pour la disparition prématurée de l'Ambassadeur Donald Lowitz. Que son âme repose en paix car nous poursuivrons sa tâche vouée à la cause de la paix.

Alors que commence la session de printemps de la Conférence du désarmement pour 1987, je souhaite tout d'abord déclarer que cette année revêt une importance critique. En effet, elle déterminera dans une large mesure l'avenir des négociations relatives au désarmement et ceux d'entre nous qui participent à des activités de désarmement se doivent, à l'égard de la communauté internationale, d'intensifier encore leurs efforts. En adoptant, l'année dernière, la résolution 41/60 G, où elle décidait de convoquer en 1988 sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale a fixé une date en vue de laquelle nous devons faire avancer nos travaux de fond. C'est dans cette optique que j'exposerai les vues de ma délégation sur les négociations relatives à la limitation des armements entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que sur les principaux points de l'ordre du jour de notre Conférence, en particulier ceux qui ont trait à une interdiction des essais nucléaires et aux armes chimiques.

(M. Yamada, Japon)

Quant aux négociations des Etats-Unis et de l'URSS relatives à la limitation des armements, nous voudrions que les deux pays parviennent en 1987 à traduire dans les faits les progrès obtenus à ce jour.

Prenant la parole à l'Université de Belgrade, en Yougoslavie, le 15 janvier, le Premier Ministre japonais, M. Nakasone, a renouvelé ses appels aux deux puissances afin qu'elles s'efforcent d'arriver rapidement à un accord dans le cadre des pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales et, à cet effet, gardent présents à l'esprit les cinq points suivants : premièrement, les négociations américano-soviétiques sur le désarmement nucléaire devraient être de nature à donner davantage le sentiment d'une stabilité stratégique entre l'Est et l'Ouest, et à contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité mondiales. Deuxièmement, lors des négociations visant à réduire les armes nucléaires, le principe de "l'universalisme" devrait être pleinement respecté; quant aux forces nucléaires à longue portée et à portée intermédiaire, elles devraient être, en dernière analyse, complètement éliminées aussi bien de l'Europe que de l'Asie. Troisièmement, tout ce qui paraît faisable lors des négociations devrait être entrepris et mis en oeuvre par étapes et de manière soutenue. Pour faire avancer de façon réaliste les négociations, ne fût-ce que d'un pas, il faudra peut-être envisager de séparer des autres pourparlers les négociations relatives aux forces nucléaires à portée intermédiaire afin de parvenir rapidement à un accord sur cette question. Quatrièmement, la sécurité mondiale devrait être sauvegardée notamment par un équilibre global de tous les systèmes d'armement. Nous ne devons pas perdre de vue les efforts déployés actuellement en ce sens à l'échelon international et qui visent à une limitation des armements et au désarmement, y compris en ce qui concerne les armes classiques, chimiques et autres. Cinquièmement, le dialogue Est-Ouest devrait être élargi et approfondi.

Les échanges américano-soviétiques qui ont eu lieu après la rencontre de Reykjavik ne permettent malheureusement pas d'envisager la situation avec optimisme. Nous espérons toutefois que, au cours de la septième série de pourparlers relatifs aux armes nucléaires et spatiales qui se déroulent actuellement à Genève, les négociateurs des deux puissances continueront à chercher réellement un terrain d'entente.

Je voudrais maintenant aborder la question des travaux de la Conférence, à laquelle la communauté internationale a confié la tâche de procéder à la négociation multilatérale du désarmement.

Le fait que cette Conférence, depuis sa création lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, n'a encore produit aucune convention relative au désarmement devrait nous inquiéter vivement. N'étant pas par trop pessimiste, je préférerais appeler l'attention des délégations sur les possibilités qu'offre la Conférence. Les cinq Etats dotés d'armes nucléaires ainsi que des Etats aux systèmes économiques et sociaux différents et situés dans diverses régions du monde sont réunis ici afin d'oeuvrer sérieusement au désarmement. La Conférence peut puiser dans nombre

(M. Yamada, Japon)

d'intéressantes idées avancées par divers Etats et elle dispose d'une somme de connaissances et d'expérience techniques en matière de désarmement. Je suis convaincu que, si nous tirons habilement profit, avec sagesse et fermeté, des possibilités ainsi offertes, il sera réellement possible d'obtenir ici des progrès importants cette année.

Permettez-moi de commencer par l'interdiction complète des essais nucléaires.

Comme on le sait bien, le Japon n'a cessé de considérer que la mise en oeuvre d'une interdiction complète des essais nucléaires était la tâche prioritaire en matière de désarmement; aussi souhaite-t-il vivement que la Conférence reprenne les travaux de fond sur cette question. Nous estimons que les circonstances exposées ci-après ouvrent de bonnes perspectives pour la reprise en 1987 de ces travaux depuis longtemps interrompus.

Premièrement, il semble qu'à l'heure actuelle nombre d'Etats membres désirent réellement voir la Conférence reprendre les travaux de fond. A la dernière session de l'Assemblée générale, une grande majorité de pays non alignés et d'Etats socialistes, qui s'étaient abstenus auparavant lors de la mise aux voix de textes sur la question, se sont prononcés en faveur de la résolution 41/47 - dont un des coauteurs était le Japon - demandant que diverses mesures soient prises aux fins de la conclusion, à une date rapprochée, d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous sommes encouragés par le fait que les Etats ont largement appuyé cette résolution, en particulier l'appel lancé à la Conférence du désarmement, au paragraphe 2 a), afin qu'elle entame "des travaux concrets en vue de l'élaboration d'un traité d'interdiction des essais nucléaires au début de sa session de 1987".

Deuxièmement, de plus en plus d'Etats ont maintenant une conception commune des questions sur lesquelles il faut travailler : "le contenu et le champ d'application" du traité et "le respect des dispositions et la vérification", comme le pose la résolution 41/46 A. Par rapport au texte correspondant adopté l'année précédente, cette résolution fait apparaître une démarche plus réaliste et que nous accueillons favorablement.

Troisièmement, tous les groupes semblent maintenant avoir une conception plus ou moins commune quant à l'importance que revêt la vérification pour l'élaboration d'un régime d'interdiction complète des essais.

Une interdiction complète des essais nucléaires aurait d'importantes incidences pour tous les Etats, soucieux de leur sécurité. Il est donc essentiel d'instituer des mesures de vérification pour assurer le respect du traité. C'est dans une telle optique que mon gouvernement a contribué, de plusieurs façons, aux travaux sur la vérification, notamment par sa proposition de juin 1984 tendant à l'adoption d'une approche par étapes, qui consisterait à interdire les types d'essais nucléaires qui sont d'ores et déjà vérifiables et à étendre la portée de l'interdiction, à mesure que les

(M. Yamada, Japon)

techniques de vérification progresseraient, pour arriver en définitive à une interdiction complète. Comme on le sait aussi, d'autres Etats occidentaux tels que l'Australie, la République fédérale d'Allemagne, la Norvège et le Royaume-Uni ont fait des propositions concrètes soulignant la nécessité d'instituer des mesures de vérification adéquates.

Nous accueillons avec satisfaction le fait que les Etats socialistes, à la session de 1986 de la Conférence, ont commencé à accorder de l'importance aux mesures de vérification dans le cadre d'une interdiction complète des essais. Comme M. Petrovsky, vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, l'a déclaré lors de son intervention du 24 juin : "l'Union soviétique se prononce pour un contrôle aussi strict que possible de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, y compris au moyen d'inspections sur place et en mettant à profit toutes les ressources de la sismologie". L'Union soviétique, a-t-il ajouté, ne souhaitait pas qu'il y ait d'échappatoires au régime des inspections sur place : "qu'une situation ambiguë vienne à se produire et que, par exemple, il soit difficile de déterminer au moyen d'échanges de données sismologiques s'il s'agit d'une explosion nucléaire ou d'une secousse souterraine due à une autre cause, et c'est alors précisément qu'une inspection sur place serait nécessaire". J'ai l'espoir que des déclarations aussi positives de la part des Etats socialistes en ce qui concerne le problème de la vérification se traduiront par des propositions concrètes au cours des travaux de fond sur une interdiction complète des essais.

Les Etats non alignés et neutres ont également souligné la nécessité d'instituer des mesures spécifiques de vérification d'une interdiction complète des essais et dit explicitement qu'ils étaient prêts à coopérer activement dans ce domaine. Ainsi dans le "Document publié lors du sommet de Mexico sur les mesures de vérification" tenu en août 1986 à Ixtapa (Mexique), les dirigeants des six pays concernés ont reconnu l'importance de la vérification et indiqué que leur gouvernement était prêt à participer à des inspections sur place des polygones d'essais nucléaires américains et soviétiques, ainsi qu'à la surveillance du territoire des deux Etats ailleurs que sur les polygones d'essais.

Comme je l'ai déjà fait observer, la Conférence s'attend maintenant à voir commencer les travaux de fond sur une interdiction complète des essais. Il existe une conception commune des questions sur lesquelles il convient de travailler. Les Etats reconnaissent l'importance que revêtent les mesures de vérification et sont disposés à participer à leur mise en oeuvre. C'est maintenant l'occasion de reprendre les travaux de fond relatifs à une interdiction complète des essais.

Enfin, la Conférence n'est pas parvenue, au cours des trois dernières années, à créer un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour et ce en raison de la question du mandat. Quelle grande perte cela a été pour tous les membres de la Conférence ! Etant donné que se fait jour une conception commune des questions sur lesquelles il convient de travailler, nous sommes en droit de nous demander si le mandat dit de négociation est absolument

(M. Yamada, Japon)

nécessaire à présent. Le projet de mandat proposé par un groupe de pays occidentaux (CD/521) stipule que le comité spécial reprendra ses travaux "en vue de la négociation d'un traité", tandis que la résolution 41/46 A de l'Assemblée générale, qui émane des pays non alignés, dispose que le comité spécial doit être créé en vue "de la négociation multilatérale d'un traité". Force est de constater que beaucoup de rapprochements pourraient être faits entre les deux projets.

Des pourparlers entre experts américains et soviétiques sur toute la gamme des questions liées aux essais nucléaires sont en cours depuis juillet 1986. Ces pourparlers peuvent également avoir une incidence positive sur les travaux de la Conférence.

Nous devrions pouvoir trouver le moyen de passer, dans un esprit de coopération, à la création, au début de la présente session, d'un comité spécial doté d'un mandat adéquat pour engager des travaux de fond sur une interdiction complète des essais. Je dirais même qu'il y va de notre responsabilité collective. Monsieur le Président, permettez-moi de vous demander d'utiliser au mieux vos éminentes qualités de direction afin que soit créé ce comité spécial. Pour ce qui est de ma délégation, je vous donne les assurances de sa pleine coopération.

La conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nécessitera la mise en place d'un réseau international de surveillance sismique - un tel mécanisme international étant indispensable pour assurer le respect des obligations. A cet égard, nous apprécions hautement le "Rapport sur l'essai technique de 1984 du Groupe d'experts scientifiques", présenté l'année dernière et portant sur l'échange et l'analyse de données de niveau I, mais aussi le fait que les experts sont d'accord pour penser qu'il faut commencer les travaux en vue de la conception d'un réseau international moderne fondé sur l'échange rapide de données de niveau II (tracés sismiques) et de niveau I (paramètres), et sur le traitement de ces données dans des centres internationaux de données. En avril 1986, nous avons présenté nos idées sur un échange de données de niveau II avec des pays qui partageaient nos préoccupations; puis, donnant suite aux résultats d'un séminaire tenu au Canada en octobre 1986 à l'intention d'experts de la communication des données, nous avons commencé en décembre 1986 à échanger, à titre expérimental, des données de niveau II avec plusieurs pays intéressés. Nous ferons rapport cette année sur les résultats de cet essai au Groupe spécial d'experts scientifiques. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion de remercier le Gouvernement canadien d'avoir accueilli ce séminaire si utile.

L'Australie, la Norvège, la République fédérale d'Allemagne, la Suède et d'autres pays encore ont présenté des idées précieuses sur l'organisation du réseau international de surveillance sismologique qui sera indispensable pour vérifier le respect d'un traité d'interdiction complète des essais. Il faudrait consacrer beaucoup de temps à la discussion de cette importante question d'organisation. Pour cette raison aussi, j'espère beaucoup qu'on créera très rapidement un comité spécial sur une interdiction complète des essais.

(M. Yamada, Japon)

L'interdiction complète des armes chimiques, sous la forme d'une convention qui agréée à la communauté internationale tout entière, est un autre point sur lequel nous espérons enregistrer de nouveaux progrès au cours de l'année.

En 1986 et en janvier 1987, le Comité spécial des armes chimiques a identifié les produits qui devraient être contrôlés dans le cadre d'une future convention et commencé à élaborer les régimes qui seraient applicables à ces produits, ainsi qu'à harmoniser les dispositions relatives à la destruction des armes chimiques et des installations de fabrication. Je voudrais saisir cette occasion de dire la satisfaction qu'éprouve ma délégation devant ces résultats et d'exprimer notre sincère gratitude au Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Ian Cromartie, du Royaume-Uni, ainsi qu'aux présidents des groupes de travail, MM. Richard Rowe, Petar Poptchev et Noegroho Wisnoemoerti. De nombreux pays ont demandé qu'une Convention soit conclue au cours de cette année et ma délégation, pour sa part, est certainement prête à apporter sa collaboration pour faire avancer les travaux, placés cette année sous la direction de l'Ambassadeur Rolf Ekéus, de la Suède.

Beaucoup de temps et d'efforts ont déjà été consacrés aux négociations sur les armes chimiques qui sont maintenant avancées. Elles sont très compliquées et très détaillées; aussi ne se prêtent-elles pas facilement à des solutions immédiates et simultanées. Je voudrais par conséquent proposer de concentrer notre énergie sur les problèmes qui appellent un accord de principe - à savoir les articles de la convention et certaines de ses annexes - et de laisser les autres points - questions techniques et de procédure - à l'examen approfondi des experts.

De l'avis de ma délégation, les questions à régler à titre prioritaire sont les suivantes :

a) La définition des armes chimiques; c'est l'une des questions essentielles de la Convention et qui pose un problème des plus complexes et des plus ardues. Mais, en principe, on devrait s'entendre pour dire qu'il s'agit de produits chimiques revêtant une importance particulière pour les armes chimiques et des munitions connexes. Au cours des travaux de rédaction, l'accent a été mis jusqu'à présent sur les produits interdits aux termes de l'article VI. Serait-ce suffisant ? Nous devrions probablement prendre aussi en considération les produits qui devront être déclarés en vertu de l'article IV. A cet égard, ma délégation pense que la convention ne devrait pas faire obstacle aux activités légitimes de l'industrie chimique qui sont orientées vers des fins pacifiques. C'est pourquoi elle estime qu'il faudrait donner au critère de destination générale l'importance qui lui revient. Il est donc impératif que le concept des "fins autorisées" soit étudié avec soin lors de l'élaboration de la définition.

b) Quant à la destruction des armes chimiques, la déclaration de l'emplacement des stocks ainsi que les déclarations de la quantité totale des stocks et de leur composition devraient être faites peu après l'entrée en vigueur de la convention. Ces déclarations devraient être vérifiées par le

(M. Yamada, Japon)

biais d'inspections sur place. A cet gard, le Gouvernement japonais a accueilli avec satisfaction la présentation, en juillet 1986, par la délégation des Etats-Unis, d'un document dans lequel étaient communiquées des informations détaillées sur les stocks américains et les plans en vue de leur élimination. C'était là un pas courageux qui a servi les négociations. Si les autres pays possédant des armes chimiques suivaient les Etats-Unis sur ce terrain, au cours des négociations, ils contribueraient dans une large mesure à la solution des problèmes auxquels nous devons maintenant faire face, en particulier ceux que suscitent les articles IV et V.

c) Pour ce qui est de l'article VI, qui a trait aux activités autorisées, nous devrions nous efforcer d'élaborer un texte commun sur les mesures de vérification qui s'appliqueraient à chacune des catégories de produits.

Il reste aussi beaucoup à faire en ce qui concerne la question des niveaux seuils pour la vérification de divers produits chimiques, le concept de quantités militairement significatives, le mécanisme de révision des listes de produits chimiques, le facteur coût, etc. Nous estimons cependant qu'il vaudrait peut-être mieux confier ces problèmes aux experts, pour examen et avis. On obtiendrait davantage de résultats si le Comité spécial convenait de l'utilité fondamentale de ces concepts pour l'application de l'article VI, et passait ensuite à l'élaboration du corps de l'article VI et de ses annexes.

S'agissant des substances à propos desquelles il n'est intervenu aucun accord quant à leur inscription sur une liste particulière ou leur inclusion dans un régime donné, nous estimons qu'il ne serait pas inutile de les laisser de côté pour le moment en les inscrivant sur une liste préliminaire, puis de revenir sur la question des produits en suspens une fois que les régimes qui leur seraient applicables seront plus élaborés.

d) S'agissant des questions d'organisation traitées à l'article VIII, nous pensons qu'il conviendrait de garder pour le moment le projet de texte actuel. Une fois que les diverses dispositions de fond sur la destruction des armes chimiques et des installations de fabrication sur les régimes applicables aux activités autorisées, sur l'inspection par mise en demeure, etc, auront été élaborées, il faudra soumettre le tout à un examen approfondi. Les organes de la convention devront être entièrement mis au point et en place lorsque la convention entrera en vigueur. Comme il faudra beaucoup travailler à tout cela, ma délégation pense que les problèmes évoqués, ainsi que les questions ayant trait aux clauses financières, pourraient être confiés aux experts, pour examen au moment opportun.

e) Il semble qu'il soit communément entendu, touchant le régime d'inspection par mise en demeure visé à l'article IX, que de telles inspections doivent revêtir un caractère exceptionnel et s'effectuer dans un bref laps de temps. Toutefois, lorsque nous abordons dans le détail l'application de ce régime, les divergences ne semblent pas du tout s'être atténuées. Afin de sortir de cette impasse, il nous faut nous interroger sur la question de savoir si nous cherchons à remédier à d'éventuelles infractions

(M. Yamada, Japon)

aux dispositions de la convention ou à rétablir la confiance entre les parties à la convention; si notre but est d'exclure le coupable du régime de la convention ou si nous envisageons la possibilité de solutions bilatérales. Nous devrions réexaminer les propositions existantes et discuter tranquillement, à titre officieux, pour trouver une solution au problème.

J'ai déjà dit que les négociations relatives aux armes chimiques étaient assez avancées. Nous devons nous organiser de manière à aborder aussi efficacement que possible la nouvelle étape des travaux.

Ma délégation s'est prononcée en faveur d'une méthode de travail consistant à se concentrer sur un point pendant une semaine, puis à passer à un autre point, plutôt qu'à traiter de plusieurs questions en même temps dans trois groupes de travail différents. Je note avec satisfaction que la manière d'organiser les travaux suggérée par l'Ambassadeur Ekéus est analogue à ce que nous proposons. Nous pourrions réunir le Comité spécial plusieurs jours par mois pour faire le point de la situation au sein des groupes de travail, consolider les questions où il y a eu des progrès et donner des directives pour celles qui ont peu avancé.

Plutôt que de nous réunir jour après jour pour discuter de diverses questions, gardons présente à l'esprit l'utilité des "répits", qui ménagent aux délégations un temps de réflexion et leur donnent la possibilité de consulter les capitales. Pour cela il faudra peut être réduire la fréquence des réunions en élaborant avec soin les programmes de travail.

Bref, à ce stade déjà avancé, nous devons viser à construire un par un des accords sur le fond.

Outre l'interdiction complète des essais et les armes chimiques, nous sommes également censés faire de réels progrès, ce printemps, en ce qui concerne le Programme global de désarmement.

La position de ma délégation sur les divers points de cette question a été exposée au Comité spécial. En bref, nous estimons que le Programme global de désarmement devrait, vu sa nature, être adopté par consensus aussi bien ici à la Conférence qu'à l'Assemblée générale; que les diverses mesures qui y seront envisagées, tout comme les moyens de les mettre en oeuvre, devraient être réalistes et refléter avec justesse la situation internationale actuelle; enfin, que l'examen du Programme global devrait se faire tout autrement que dans le cadre des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées au désarmement, qui ont normalement une signification politique eu égard à la situation internationale dans laquelle elles se déroulent. Ma délégation est prête à apporter sa contribution, sous la direction compétente de l'Ambassadeur García Robles du Mexique, afin de faire progresser les travaux d'élaboration du Programme global de désarmement.

Il y a d'autres points de l'ordre du jour - l'espace en est un - qui sont tout aussi importants, mais j'y reviendrai à une autre occasion.

(M. Yamada, Japon)

Au début de mon intervention, j'ai dit être certain qu'il importait de travailler pour le désarmement en 1987, étant donné que la troisième session extraordinaire était prévue pour 1988. J'ai également dit quelques mots des possibilités qu'offre cette Conférence.

Nous ne devrions pas trop nous laisser gagner par le pessimisme ou reprocher à d'autres l'absence de progrès. Réaffirmons notre responsabilité commune et concentrons nos efforts sur les domaines où il paraît possible de progresser. Et nous pouvons, par le dialogue et la collaboration, nous acquitter de notre responsabilité commune à l'égard de la communauté internationale et partager les fruits de ces progrès.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et de ses paroles aimables à mon endroit. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : L'année 1986 restera vivante dans les mémoires comme l'Année internationale de la paix. Le Président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, Todor Jivkov, a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 29 janvier dernier, un message dans lequel mon gouvernement faisait le bilan d'une période difficile et complexe, mais riche en événements importants sur le plan mondial. Le Président Jivkov informait le Secrétaire général des efforts déployés par mon pays pour appliquer les nobles idéaux de l'Année internationale, notamment la création dans les Balkans d'une zone exempte d'armes nucléaires et chimiques.

A n'en pas douter, 1986 restera dans les annales du désarmement indissolublement liée à la déclaration prononcée le 15 janvier par le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev, dans laquelle l'Union soviétique proposait un programme à grande échelle en vue d'éliminer d'ici à l'an 2000 tous les types d'armes de destruction massive et d'édifier un monde sans armes nucléaires. Comme on l'a largement reconnu, ce programme constitue un exemple de réflexion politique nouvelle et dynamique et exprime le ferme dessein de prendre les mesures radicales qu'appelle l'ère spatiale et nucléaire.

En 1986, le silence a continué de régner sur les polygones d'essais nucléaires de l'URSS. Le moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires a constitué un geste important de bonne volonté politique. Son unique but était de créer les conditions les plus propices à l'accomplissement d'une des tâches les plus urgentes de notre époque : la réalisation d'un accord sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Un événement d'une grande importance politique a été la rencontre au sommet de Reykjavik, qui a démontré une fois de plus la nécessité d'aborder dans un esprit de hardiesse et d'innovation la solution des problèmes les plus aigus de l'heure. Qui plus est, elle a prouvé qu'il était possible, dans un avenir plus ou moins proche, de trancher le noeud gordien de la course aux armements nucléaires et d'éliminer graduellement le risque de catastrophe nucléaire.

(M. Tellalov, Bulgarie)

A Reykjavik, l'Union soviétique a avancé des propositions radicales visant à réduire de manière équilibrée les arsenaux nucléaires et, par la suite, à les éliminer totalement. Il est regrettable que les Etats-Unis n'aient pas été en mesure de venir à composition, restant prisonniers de l'illusion d'atteindre la supériorité militaire par le déploiement des armes de la "guerre des étoiles".

Dans son message au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président Todor Jivkov a notamment déclaré ce qui suit :

"Nous avons tous été profondément impressionnés par la rencontre à Reykjavik du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et du Président des Etats-Unis, Ronald Reagan. Cette rencontre a fait naître de grands espoirs dans l'opinion publique mondiale et dans les pays du globe. Bien que la partie américaine n'ait pas pu montrer la détermination voulue pour accepter la proposition historique visant à éliminer les armes nucléaires, la rencontre de Reykjavik restera sans aucun doute l'un des événements les plus importants de l'Année internationale de la paix. Nous espérons que la raison prévaudra et que le dialogue reprendra là où il a été interrompu".

L'Année internationale de la paix a été aussi marquée par un certain nombre d'initiatives politiques importantes : la proposition de Budapest faite par les Etats signataires du Traité de Varsovie pour réduire les forces armées et les armements classiques en Europe, la Déclaration faite à Harare par les dirigeants des pays non alignés, les initiatives des Six et les propositions formulées à l'ONU par les pays socialistes en vue de créer un système global de paix et de sécurité internationales.

Comme l'a souligné à juste titre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Pérez de Cuéllar, dans son message du 3 février adressé à notre Conférence, l'Accord de Stockholm, les deux conventions conclues à Vienne sous les auspices de l'AIEA, les résultats de la Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes bactériologiques et les progrès réalisés par la Conférence du désarmement dans ses négociations sur l'interdiction des armes chimiques "sont des exemples notables d'une approche constructive des problèmes de désarmement et de sécurité internationale". L'entrée en vigueur récente du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud a également été un événement encourageant.

A propos du désarmement, je voudrais souligner que l'année 1986 aurait été plus satisfaisante si l'administration américaine s'était jointe au moratoire soviétique sur les essais nucléaires. Elle aurait été plus satisfaisante si les Etats-Unis n'avaient pas rejeté toutes les propositions visant à engager les négociations sur un traité général interdisant tous les essais d'armes nucléaires. Elle aurait été plus satisfaisante si les Etats-Unis n'avaient pas continué à préparer la "guerre des étoiles". Enfin, elle aurait été plus satisfaisante si l'administration américaine n'avait pas décidé de violer le deuxième accord SALT.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Le 3 février 1987, le jour même de l'ouverture de la Conférence du désarmement, l'administration américaine a infligé un affront à la communauté internationale en effectuant son vingt-cinquième essai nucléaire depuis la proclamation du moratoire unilatéral soviétique, faisant ainsi tout ce qui est possible pour obliger l'URSS à décider de reprendre ses essais.

Ma délégation ne peut que concourir à ce que M. Adelman a jugé bon de répéter si souvent dans son discours du 5 février à la Conférence :
"Le monde attend mieux que cela!"

L'année 1986 a confirmé qu'une nouvelle réflexion politique s'imposait face aux réalités de notre époque. Il est impératif de briser l'ancien moule qui repose sur l'idée que la guerre est un moyen acceptable et admissible de résoudre les différends internationaux. Il est largement reconnu aujourd'hui qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée. Il ne faut pas laisser la situation mondiale arriver au point où la paix et la sécurité ne dépendent plus du sens commun ou de la volonté des gouvernements et des peuples et deviennent les otages de la logique militaire et technologique. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes félicités de la Déclaration de Delhi, signée par les dirigeants de l'URSS et de l'Inde, qui stipule notamment ce qui suit :

"L'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires et de violence demande une restructuration révolutionnaire de l'esprit humain et l'éducation des nations dans un esprit de paix, de respect mutuel et de tolérance".

La délégation bulgare se doit de répéter qu'à son avis, la création de comités spéciaux constitue le meilleur mécanisme disponible pour mener des négociations multilatérales sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. Elle estime, à cet égard, tout à fait opportun que la Conférence entreprenne des travaux concrets et fondamentaux concernant les questions liées au désarmement nucléaire.

Ma délégation attache la plus haute priorité au premier point de l'ordre du jour, à savoir l'interdiction des essais nucléaires. A notre avis, les résultats de la quarante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ont créé des conditions favorables pour sortir de l'impasse où se trouvent nos travaux. Une analyse impartiale des résolutions 41/64 A et 41/47 ne peut qu'amener à conclure qu'elles contiennent des éléments de convergence et de conciliation à l'égard des différends. La délégation bulgare pense que, sur leur base, on peut et on doit arriver à une solution de compromis et s'entendre sur la création d'un comité spécial doté d'un mandat qui permettrait à la Conférence de passer à des travaux substantiels. La convergence de vues existante doit se traduire par un accord et les actes doivent répondre aux paroles.

(M. Tellalov, Bulgarie)

L'Union soviétique et les Etats-Unis assument une responsabilité particulière en ce qui concerne la cessation de la course aux armements nucléaires et la réalisation du désarmement nucléaire. A Reykjavik, le cadre d'accords portant sur la première étape de ce désarmement a été clairement défini. Il est tout à fait naturel que tant d'espoirs reposent maintenant sur les négociations soviéto-américaines à Genève. Mais la Conférence du désarmement ne doit pas et ne peut pas rester inactive pour autant dans le cadre du point 2 de son ordre du jour. De l'avis de ma délégation, elle doit examiner de manière approfondie et structurée tous les aspects de la question, y compris les conditions d'adhésion de tous les Etats dotés d'armes nucléaires aux efforts visant à mettre fin à la course aux armements nucléaires et à réaliser le désarmement nucléaire.

Dans sa résolution 41/86 G, l'Assemblée générale a prié la Conférence d'engager des négociations "en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes qui pourraient être négociées et adoptées à titre individuel pour prévenir une guerre nucléaire". Elle l'a également priée de créer à cette fin un comité spécial sur la question. Cette résolution reflète parfaitement l'opinion réfléchie de ma délégation en ce qui concerne le point 3 de notre ordre du jour. En même temps, il convient de noter que la souplesse dont fait preuve ma délégation est bien connue, sur le plan aussi bien officiel qu'officieux. Nous tenons à répéter que nous sommes prêts à coopérer afin de sortir de l'impasse à ce sujet.

Quant au point 4 de l'ordre du jour, ma délégation voudrait exprimer sa satisfaction devant les résultats obtenus par la Conférence à sa session de 1986 et durant la période intersessions. Sous la conduite éclairée de l'Ambassadeur Cromartie du Royaume-Uni, le Comité spécial a réussi à résoudre un certain nombre de questions importantes concernant les stocks d'armes chimiques, les installations de fabrication d'armes chimiques et les activités non interdites par la convention.

Il est encourageant de noter que les progrès accomplis lors des consultations officieuses ont justifié le remaniement du texte provisoire du projet de convention afin d'y inclure les vues communes qui se sont dégagées pendant l'intersession.

Nous pensons effectivement qu'une impulsion a été donnée et qu'elle doit être soutenue. En fait, il est nécessaire que la Conférence intensifie ses efforts en accélérant le rythme de ses négociations. Selon nous, notre objectif devrait être, en 1987, de mettre définitivement au point le texte de la convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sans vouloir sous-estimer les difficultés qu'il reste à surmonter, nous estimons que cet objectif n'est pas hors de portée. Nous sommes convaincus que la Conférence a pris une décision très sage en confiant, à ce stade crucial des négociations, la direction du Comité spécial des armes chimiques à l'Ambassadeur Rolf Ekéus.

Ma délégation estime que le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace devrait reprendre ses activités dès que possible.

(M. Tellalov, Bulgarie)

La Conférence n'est pas à court d'idées valables et de propositions spécifiques. Il est maintenant important qu'elle s'attache à élaborer des mesures substantielles propres à garantir les utilisations pacifiques de l'espace et à y prévenir une course aux armements. Elle devrait se concentrer sur la mise au point d'un ou de plusieurs accords, par exemple en ce qui concerne l'immunité des satellites artificiels de la Terre. Dans ce contexte, il est justifié d'examiner la possibilité d'éliminer les systèmes antisatellites existants. En d'autres termes, ce que ma délégation aimerait voir à propos du point 5 de l'ordre du jour, ce sont des actes.

S'agissant du point 8 de l'ordre du jour, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une décision visant à ce que la Conférence achève l'élaboration du programme global de désarmement au cours de la première partie de sa session de 1987 et lui présente un projet de programme complet avant la fin de sa quarante et unième session ordinaire.

Etant coauteur de cette décision, ma délégation voudrait assurer le Président de notre Comité spécial, l'Ambassadeur García Robles du Mexique, de notre plein appui et de notre entière coopération durant les travaux consacrés au Programme global de désarmement.

L'Assemblée générale a déjà décidé de réunir sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. A la lère séance plénière de notre Conférence, le représentant du Mexique a rappelé à juste titre qu'en neuf ans, la Conférence n'a pas été en mesure d'adopter ne fût-ce qu'un traité ou une convention.

Nous craignons fort que la Conférence ne voie sa crédibilité recevoir un coup fatal si elle présente à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement un rapport du même genre que ceux dont elle a saisi l'Assemblée générale depuis les neuf dernières années. Il est grand temps que la Conférence marque un pas en avant. Il nous faut trouver un moyen de sortir du cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons à propos du désarmement nucléaire et d'engager des négociations sérieuses sur l'interdiction des essais nucléaires. Il ne nous faut viser à rien de moins qu'une convention interdisant les armes chimiques. Il nous faut adopter un programme global de désarmement. En résumé, il nous faut tous aller de l'avant lors de la session de 1987 de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées au Président et au pays qu'il représente. Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, l'Ambassadeur Morelli Pando.

M. MORELLI PANDO (Pérou) (traduit de l'espagnol). Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous présenter mes félicitations et vous dire combien ma délégation se félicite de voir une personnalité aussi éminente que la vôtre occuper la présidence au début de notre session et représenter un pays tel que la Chine, qui joue un rôle important dans les affaires mondiales.

(M. Morelli Pando, Pérou)

Il m'est aussi particulièrement agréable d'indiquer que ma délégation est pleinement satisfaite des travaux accomplis par le distingué représentant du Canada en tant que Président de cette Conférence. Je me propose de faire parvenir à la délégation des Etats-Unis les condoléances de la délégation péruvienne pour la perte cruelle que représente pour son pays, pour les siens et pour ceux qui ont apprécié personnellement ses qualités la disparition prématurée de l'Ambassadeur Lowitz. Au nom de ma délégation, je présente mes souhaits cordiaux de bienvenue aux distingués représentants de l'Algérie, du Brésil, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de l'Union soviétique.

Depuis qu'elle a reçu le mandat que lui a confié le Document final de 1978, cette Conférence accomplit chaque année le même rituel : elle exprime ses bonnes intentions au mois de février et dresse un bilan en grande partie négatif au mois d'août. Et chacun sait que, comme dans les autres forums de désarmement, ce rituel varie en fonction du thermomètre des relations entre les grandes puissances, et en particulier les superpuissances.

Ainsi, au début de la session de 1987, on peut se poser une question : sommes-nous en ce mois de février, comme en tant d'autres, à la saison des bonnes intentions ? Cette question présente actuellement une signification particulière dans l'optique du sommet de Reykjavik.

Ces dernières années, nous nous sommes habitués aux maigres résultats donnés par les sommets bilatéraux, je dirais même que nous nous y attendons. Cette fois, il ne fait aucun doute que Reykjavik sera marqué dans l'histoire d'un signe distinctif par rapport aux précédentes rencontres. Cependant, on ne sait pas encore au juste si ce signe est finalement positif et, dans l'affirmative, quelle en sera la portée.

A ce sujet, une autre interrogation se présente : la Conférence, en sa qualité d'organe unique multilatéral de négociation, recevra-t-elle les mêmes informations que l'Assemblée générale concernant ce qui s'est passé à Reykjavik ? S'il en est ainsi, si nous devons recevoir des informations partielles et divergentes sur le résultat de la dernière rencontre au sommet, c'est qu'il n'aura guère été tenu compte de l'initiative lancée à la dernière session par le Groupe des 21 et tendant à ce que la Conférence soit informée dès février 1987 du résultat des négociations bilatérales réalisées ou des autres négociations en cours. De toute évidence, cette initiative offrait et continue d'offrir des bases fiables, cohérentes et réalistes en vue des négociations multilatérales qui sont indispensables et qui ne doivent pas subir de nouveaux délais.

Certaines interventions faites à la séance plénière de jeudi dernier illustrent les difficultés auxquelles la Conférence du désarmement est confrontée à ce sujet et au sujet des situations préoccupantes qui se font jour. Et ce n'est pas par hasard que le Groupe des 21 a exprimé son avis à cette même séance sur la question prioritaire et délicate des essais d'armes nucléaires.

(M. Morelli Pando, Pérou)

La déclaration du Groupe des 21 tenait dûment compte des résolutions de l'Assemblée générale ainsi que du message des pays non alignés réunis à Hararé et de celui, plus récent, des six chefs d'Etat ou de gouvernement. Tout cela pour conclure, conformément au Document susmentionné, en demandant expressément que la Conférence négocie et conclue un traité dans ce domaine, qui présente la plus haute priorité.

Comme il est demandé dans la résolution 41/46-A de l'Assemblée générale, sur laquelle le distingué représentant du Mexique, l'Ambassadeur Alfonso García Robles, a opportunément mis l'accent et formulé des observations à notre séance plénière d'ouverture, la création par cet organe, d'un comité spécial pour s'occuper de la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires constituerait un progrès majeur, et, dans les circonstances présentes, permettrait d'entrevoir la volonté conjointe des superpuissances d'engager sérieusement un processus qui relève en fin de compte de la compétence multilatérale.

Il va de soi que les autres efforts multilatéraux doivent coïncider avec ceux de la Conférence du désarmement, tant dans le contexte du Traité de Moscou de 1963 que dans celui du Traité sur la non-prolifération, dont le préambule envisage l'engagement de mettre fin à la prolifération verticale, qui est intimement liée, comme il est logique, à la non-prolifération horizontale. La délégation péruvienne réaffirme aujourd'hui son respect des principes et des normes de ce Traité dont il est nécessaire d'assurer la continuité et dont l'adhésion devrait s'étendre à mesure que s'accroît la crédibilité de son application.

La cause de la cessation des essais d'armes nucléaires mérite de susciter un autre type de collaboration convergente. Les six chefs d'Etat ou de gouvernement ont offert l'aide de leurs pays aux fins de l'application et de la vérification des accords mondiaux conclus à cet égard.

Le Pérou pense que cette proposition mérite de recueillir l'adhésion d'autres pays. C'est la raison pour laquelle il est prêt à offrir sa collaboration à tout moment et dans toutes les instances où elle pourra être requise, compte tenu de ses possibilités et pour peu que la préparation de ses techniciens en matière sismologique soit adéquate.

Nous avons écouté en séance plénière les considérations exposées par les distingués représentants de l'Australie et du Mexique au sujet de l'entrée en vigueur du Traité de Rarotonga. En tant que délégué d'un pays qui est membre à part entière du Traité de Tlatelolco, et qui est le seul membre de cette instance appartenant à la région Sud-Est du Pacifique, il m'appartient également de souligner que, malgré la menace nucléaire qui oppresse l'humanité, il a été possible, dans le sillage du Traité de Tlatelolco, d'établir une deuxième zone dénucléarisée dans des zones géographiques peuplées.

(M. Morelli Pando, Pérou)

Il existe entre ces deux traités un rapport évident et pour le resserrer encore, il faudrait, comme l'a bien dit l'Ambassadeur Butler, que la zone d'application s'étende de la côte occidentale de l'Australie à la côte occidentale de la partie correspondante de l'Amérique latine et de l'Equateur à l'Antarctique, qui est lui-même régi par un statut international de type analogue.

Il vaut la peine de mettre l'accent sur un processus qui, lancé par l'Amérique latine, est actuellement poursuivi par les pays du Pacifique du Sud-Ouest et qui consacre pleinement les progrès qu'attendaient les pays non dotés d'armes nucléaires, 20 ans après la conclusion du Traité de Tlatelolco. Je veux parler de la définition des artefacts nucléaires et de leur interdiction complète, et, en particulier, de l'insertion d'un troisième protocole relatif aux essais nucléaires touchant les cinq grandes puissances.

Le Pérou, dont les intérêts légitimes coïncident avec ceux des autres pays de la Commission permanente du Pacifique Sud, a une position bien définie quant aux essais nucléaires dans cette zone, notamment en vue de la conservation des ressources maritimes vitales; mais il pense aussi que ce problème ne peut être séparé, sur le plan conceptuel, de la concurrence qualitative intense qui existe et peut continuer d'exister dans ce domaine entre les superpuissances. En outre, il convient de tenir compte du fait que l'évolution que représente, à l'égard des puissances nucléaires, les deux Protocoles additionnels au Traité de Tlatelolco peut également se dessiner pour ce qui est des deux protocoles additionnels au Traité de Rarotonga. Il s'agit des contraintes rigoureuses qu'impliquent les déclarations faites par ces puissances en signant et en ratifiant ces instruments.

Dans le préambule du Traité de Tlatelolco, il est affirmé expressément que le Traité ne constitue par une fin en soi. Cela est vrai dans la mesure où son amélioration et son application pleine et entière dépendent en grande partie du soutien et du respect des puissances nucléaires. On peut supposer qu'il en sera de même pour le Traité de Rarotonga.

La délégation péruvienne espère que, parallèlement aux progrès qui peuvent être réalisés en matière d'interdiction des essais nucléaires, on pourra avancer dans le domaine de la cessation de la course aux armements nucléaires et de la prévention d'une guerre nucléaire, comme le Groupe des 21 n'a cessé de le demander. Il faut souhaiter que les échanges de vues qui se reflètent déjà dans le rapport de la Conférence à l'Assemblée générale s'accroîtront et déboucheront ici sur des résultats positifs.

Par ailleurs, et en ce qui concerne la continuité des comités spéciaux au titre des points 4 et 8 de l'ordre du jour, la délégation péruvienne tient à déclarer ce qui suit :

(M. Morelli Pando, Pérou)

- S'agissant de l'interdiction des armes chimiques, elle renouvelle ses vœux pour que les efforts entrepris jusqu'à présent en vue de disposer d'un traité couvrant tous les aspects de cette question et de portée mondiale, aboutissent cette année comme l'ont demandé constamment les instances internationales compétentes et, tout récemment et de manière significative la deuxième Conférence chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction des armes bactériologiques. Il est juste de mettre en relief les travaux que vient d'accomplir le Comité spécial, sous l'éminente direction du représentant du Royaume-Uni, direction qui est maintenant confiée au distingué représentant de la Suède, ce qui nous laisse augurer les meilleurs résultats.

- En ce qui concerne le Comité spécial sur le Programme global de désarmement, ma délégation souhaite qu'il applique, sous la direction prestigieuse de l'Ambassadeur García Robles, la recommandation qui lui a été faite de soumettre le texte du programme à la date prévue, c'est-à-dire à la quarante et unième session de l'Assemblée générale qui est encore en cours.

Par ailleurs, la délégation péruvienne suivra l'orientation indiquée par le Groupe des 21 en ce qui concerne le rétablissement des comités relatifs aux points 5, 6 et 7 de l'ordre du jour.

S'agissant du premier de ces points, qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace, la délégation péruvienne entend participer activement aux débats et à l'examen de cette question, qui présente un caractère croissant d'urgence et de priorité, surtout si l'on tient compte du concept des utilisations pacifiques de l'espace et des analogies qu'on peut établir entre ces utilisations et celles envisagées par la Convention sur le droit de la mer. La délégation péruvienne est convaincue qu'il convient de donner cette année au comité spécial compétent un mandat plus large que celui qui lui avait été conféré l'an dernier - année où il a été créé, ainsi qu'un programme de travail adéquat.

Les perspectives qui s'offrent cette année à la Conférence du désarmement sont incertaines du fait de la situation mondiale et du bilan même de ses activités qui, ces dernières années, n'ont abouti qu'à des succès partiels.

Même si l'on voit apparaître quelques signes encourageants dans ce forum, nous suffira-t-il d'accomplir d'autres progrès partiels pour nous acquitter pleinement de notre tâche annuelle ? De l'avis de ma délégation, le moment est venu de réfléchir profondément sur le déroulement des travaux de cette Conférence, afin de parvenir à des conclusions dignes de figurer dans le rapport à l'Assemblée générale.

Ainsi, comme il convient, nos travaux sont axés sur les points de l'ordre du jour, mais ils ne tiennent pas compte des rapports réciproques qui existent entre ces points et les considèrent comme des compartiments étanches. De même, la nécessité évidente de créer des comités spéciaux ne saurait exclure une réflexion annuelle de caractère global.

(M. Morelli Pando, Pérou)

Qui plus est, comme je me suis permis de l'indiquer au mois d'août dernier, certains points que l'Assemblée générale nous a confiés sont systématiquement exclus de notre ordre du jour. S'il n'est pas encore opportun de créer des comités spéciaux au titre de ces points, rien n'empêche que notre réflexion annuelle englobe véritablement toutes les questions, sans omettre aucun des points dont l'examen a été ajourné jusqu'à présent.

Dans le même esprit, et compte tenu de la demande exprimée au sein de la Conférence tendant à ce que celle-ci soit informée du déroulement des négociations bilatérales, il faudrait établir si cette demande doit concerner seulement les négociations bilatérales et porter exclusivement sur les sujets spécifiquement mentionnés dans les points de l'ordre du jour actuel. Ma délégation estime que cette conférence devrait aussi être informée du contenu des négociations régionales sur la réduction des forces militaires et l'application de mesures propres à renforcer la confiance, questions qui figurent expressément, comme celle des armes classiques, parmi celles qui nous ont été confiées par l'Assemblée générale.

Le représentant de la République argentine a souligné à juste titre que la Conférence du désarmement devra cette année accorder toute l'attention voulue à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui est prévue pour 1988. Ma délégation estime que c'est là assurément une tâche qui s'impose dans la perspective d'un événement aussi important, ainsi que pour d'autres questions connexes. A ce propos, il est regrettable qu'en 1986, notre Conférence ne se soit pas intéressée à une autre question dont l'examen a été remis, celle du désarmement et du développement, qui doit donner lieu cette année à la réunion mentionnée dans plusieurs résolutions successives de l'Assemblée générale.

La délégation péruvienne forme à nouveau des vœux pour le succès des importants travaux initiaux dont vous êtes chargé et qui permettront sans nul doute à ce forum de négociation de haut niveau d'accomplir des progrès tangibles et prometteurs.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pérou de sa déclaration et des mots aimables qu'il m'a adressés ainsi qu'au pays que je représente. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Butler, de l'Australie.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : A notre lère séance plénière de cette année, le 3 février, j'ai eu l'honneur de m'associer au représentant de la délégation néo-zélandaise pour faire distribuer à la Conférence le texte définitif des protocoles au Traité de Rarotonga, qui était entré en vigueur. Je voudrais dire brièvement que je suis très reconnaissant à l'Ambassadeur du Pérou, qui vient de mentionner le Traité de Rarotonga et en a analysé pour nous l'importance. Quand nous avons fait distribuer le texte de ces protocoles, il nous a été possible d'annoncer que les Protocoles 2 et 3 avaient été signés par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

(M. Butler, Australie)

J'ai pensé qu'il serait intéressant d'annoncer à la Conférence qu'en ce 10 février 1987, à 10 heures du matin, heure de Suva, les Protocoles 2 et 3 au Traité de Rarotonga ont été signés, Monsieur le Président, par votre pays, la République populaire de Chine. C'est l'Ambassadeur Ji Chaozhu qui les a signés à Suva, où est déposé le Traité de Rarotonga. Je saisis l'occasion qui m'est donnée, Monsieur le Président, de vous dire personnellement que l'Australie, et, à cet égard, je sais pouvoir parler au nom de la Nouvelle-Zélande, se félicite beaucoup de l'action de votre gouvernement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration. Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ? Il semble que non.

Comme je l'ai déjà annoncé, et comme nous en sommes convenus à notre dernière séance plénière, je vais maintenant suspendre la séance et convoquer, dans cinq minutes, une réunion officieuse pour examiner la question du rétablissement du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires et du Comité spécial des armes radiologiques, ainsi que les demandes émanant d'Etats non membres qui souhaitent participer aux travaux de la Conférence.

La séance plénière est suspendue à 12 h 15; elle est reprise à 12 h 25.

La 387ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

A la suite de notre discussion en réunion officieuse, je voudrais tout d'abord saisir la Conférence, pour décision, du document CD/WP.253, qui a trait au rétablissement du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision 1/.

Il en est ainsi décidé.

Je me réfère maintenant au document CD/WP.254, relatif à un projet de décision sur le rétablissement du Comité spécial des armes radiologiques. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision 2/.

Il en est ainsi décidé.

1/ Publié ultérieurement sous la cote CD/737.

2/ Publié ultérieurement sous la cote CD/738.

(Le Président)

Je propose maintenant d'aborder les demandes figurant dans les documents CD/WP.255 à 266, qui contiennent des projets de décision ayant trait à la participation de la Norvège, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande, du Portugal, de la Turquie, du Zimbabwe, du Viet Nam, de l'Autriche, du Danemark, de la Grèce, de l'Espagne et du Bangladesh. Comme il y a eu consensus à la réunion officieuse touchant chacune de ces demandes reçues d'Etats non membres qui souhaitent participer aux travaux de la Conférence, nous avons décidé de regrouper tous les projets de décision à la reprise de la séance plénière. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ces projets de décision 3/.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Comme il n'y a plus d'autre question à examiner, je vais lever la séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 12 février, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 50.

3/ CD/WP.255 : "En réponse à la demande de la Norvège et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Norvège à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/WP.256 : "En réponse à la demande de la Finlande et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Finlande à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/WP.257 : "En réponse à la demande de la Nouvelle-Zélande et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Nouvelle-Zélande à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

CD/WP.258 : "En réponse à la demande du Portugal et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Portugal à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

(Suite de la note page suivante)

(Suite de la note 3/)

CD/WP.259 : "En réponse à la demande de la Turquie et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Turquie à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/WP.260 : "En réponse à la demande du Zimbabwe et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Zimbabwe à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/WP.261 : "En réponse à la demande du Viet Nam et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant du Viet Nam à prendre la parole au cours de l'année 1987, lors du débat en séance plénière sur le point 8 de son ordre du jour."

CD/PW.262 : "En réponse à la demande de l'Autriche et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de l'Autriche à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/PW.263 : "En réponse à la demande du Danemark et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Danemark à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

CD/WP.264 : "En réponse à la demande de la Grèce et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Grèce à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/WP.265 : "En réponse à la demande de l'Espagne et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de l'Espagne à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6, 7 et 8 de son ordre du jour."

CD/PW.266 : "En réponse à la demande du Bangladesh et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Bangladesh à participer, au cours de l'année 1987, à ses séances plénières et aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 6 et 8 de son ordre du jour."